

JOURNAL DE ST-PETERSBOURG

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, COMMERCIAL ET INDUSTRIEL.

ADMINISTRATION. — REDACTION.
Toute communication destinée à l'administration du journal doit être adressée au bureau de la rédaction, Maximilianovsky (ancien Gloukhov) pérouok, maison Dusan, n° 15.
Toute communication destinée à l'insertion doit être adressée au bureau de l'administration, Maximilianovsky (ancien Gloukhov) pérouok, maison Dusan, n° 15.
Nos abonnés de l'intérieur sont priés d'accompagner leurs lettres d'un mandat sur une Banque de St-Petersbourg ou d'un mandat sur une Banque de St-Petersbourg.

S'adresser à St-Petersbourg, au bureau spécial du Journal, 15, de la Cour Impériale, n° 15, de la Cour Impériale, n° 15, de la Cour Impériale, n° 15.
Gautier, libraire, Pont des Marchaux, n° 15, de la Cour Impériale, n° 15, de la Cour Impériale, n° 15.
Gautier, libraire, Pont des Marchaux, n° 15, de la Cour Impériale, n° 15, de la Cour Impériale, n° 15.
Gautier, libraire, Pont des Marchaux, n° 15, de la Cour Impériale, n° 15, de la Cour Impériale, n° 15.

PRIX D'ABONNEMENT A ST-PETERSBOURG.

Russie (Saint-Petersbourg, Moscou, Odessa, etc.)	Europe (Paris, Londres, etc.)	Amérique (New York, etc.)
1 an, 12 roubles	1 an, 12 roubles	1 an, 12 roubles
6 mois, 6 roubles	6 mois, 6 roubles	6 mois, 6 roubles
3 mois, 3 roubles	3 mois, 3 roubles	3 mois, 3 roubles

CONDITIONS D'ABONNEMENT.

Les abonnements d'un an ne peuvent être pris que par anticipation.
Les abonnements d'un an ne peuvent être pris que par anticipation.
Les abonnements d'un an ne peuvent être pris que par anticipation.

PARTIE OFFICIELLE.

SAINT-PETERSBOURG, 13 avril.

DÉCORATIONS. (Rescrits du 8 avril.) Grand-croix de 2^e classe de l'Ordre de St-Vladimir, au conseiller privé de Purhold, membre du conseil du département des apanages.

Ordre de St-Anne de la 1^{re} classe, avec les insignes ornés de la couronne impériale, au conseiller d'Etat actuel Maslov, gérant du comptoir des apanages de Moscou.

Ordre de St-Anne de la 1^{re} classe, au conseiller d'Etat actuel Maslov, gérant du comptoir des apanages de Moscou.

Ordre de St-Stanislas de la 2^e classe, au secrétaire de gouvernement de Greffen, fonctionnaire attaché à la chancellerie du préfet de la ville de St-Petersbourg pour la correspondance en langues étrangères.

(Messager officiel.)

MINISTÈRE DES FINANCES. Admission à la retraite, sur demande, pour affaires de famille, l'ingénieur des mines conseiller d'Etat actuel Tatarinov 1^{er}, membre du comité scientifique des mines. (Ordre du jour imp. du 8 avril.)

Le Bulletin des lois (n° 33) publie les statuts de l'Association de prêts et d'épargne du bailliage de Nikol'ski (gouvernement de Novgorod), approuvés par le ministre des finances le 15 février dernier.

PARTIE NON OFFICIELLE.

S. M. l'Empereur a reçu en audience le 9 avril M. le conseiller d'Etat actuel Schvach, chambellan et gouverneur de Kalouga. (Messager officiel.)

On lit dans l'Invalide Russe :
« D'après les nouvelles reçues par voie télégraphique et datées du 24 mars, la colonne de Djizak du détachement du Turkestan est arrivée à la localité de Balta-Saldy, située au delà des monts Nouraty, dans le désert de sable Kizyl-Koum (frontière nord du khaan de Boukhara). L'émir de Boukhara a envoyé un dignitaire à la rencontre de nos troupes pour complimenter le gouverneur général du Turkestan. »

— Demain, samedi 14 avril, doit avoir lieu l'ouverture d'un nouveau fourneau économique, qui de la Fontanka, au coin de l'Apraxine pérouok, n° 55. Cet établissement a été fondé par l'initiative de S. A. I. M^{me} la grande-duchesse Catherine Mikhalovna. (Invalide Russe.)

— Le comité pour la propagation de l'instruction primaire a adjugé une médaille en or à M. le baron N. de Korff pour ses ouvrages pédagogiques et ses travaux personnels au profit de la propagation de l'instruction primaire en Russie. (Idem.)

— Nous lisons dans la Nordische Presse qu'un des anciens collaborateurs de ce journal, M. le docteur Edouard Dobbert, originaire de St-Petersbourg, vient d'être appelé aux fonctions de remplissage par le professeur Eggers à l'Académie des Beaux-Arts, à l'Académie d'architecture et au Conservatoire des arts et métiers de Berlin. Ces dernières années M. Dobbert avait exercé le professorat à Munich comme Privat-Dozent. Il est déjà parti pour sa nouvelle destination.

On écrit à la Bourse :
« Il y a un an on vit apparaitre à Taganrog plusieurs spéculateurs d'origine israélite, qui offraient à des jeunes femmes de cette ville des places très avantageuses à Constantinople. Ces offres semblaient si sérieuses que beaucoup de jeunes filles de familles respectables n'hésitèrent point à entrer en pourparlers avec les spéculateurs et même à signer des engagements. Arrivées à Constantinople ces malheureuses, elles furent traitées comme des esclaves. »

UNE QUESTION NEGLIGÉE

par B. M. MARKÉVITCH

(d'après le Messager Russe.)

Traduit du russe par DURAND et GRÉVILLE

Suite (1).

SECONDE PARTIE.

XXXIII.

Thomas Bogdanovitch, encore en robe de chambre et perdant ses pantoufles en chemin, accourait les yeux remplis de larmes; il se précipita dans la chambre... Il avait déjà eu le temps de mettre toute la maison sur pied. C'était un branle-bas général, un remue-ménage de domestiques, des chuchotements qui faisaient plus de bruit que des cris, des gens qui couraient et se glissaient dans tous les coins, des ordres donnés et aussitôt exécutés.

Des cavaliers portaient au galop dans toutes les directions pour aller chercher un médecin. Savelli avait tiré un gros paquet de vieilles ordonnances qu'il conservait depuis le premier jour de la maladie de son maître, et d'une main fiévreuse, impatiente, il fouillait là-dedans pour y trouver la recette d'une mixture qui lui avait paru souverainement efficace.

La bougie qui brûlait dans un chandelier de cuivre, sur le guéridon, au chevet du lit, était celle qu'il avait par premier instant apportée de l'antichambre. Son maître, gisant sur le lit, respirait avec peine en soulevant fortement sa poitrine. La rougeur du feu de la flamme tombait sur son front pâle et sur ses cheveux noirs emmêlés et collés par la sueur. Ses prunelles, toujours atones et largement dilatées, regardaient au plafond. De l'autre côté du lit, dans la rue sombre, on voyait de temps en temps s'avancer une main féminine et ridée; —

(1) Voir notre n° 92.

reuses apprirent qu'elles étaient destinées à différents harems et... plus encore. Elles s'adressèrent à l'ambassade de Russie. Une instruction fut comminée. Un délégué spécial fut envoyé de St-Petersbourg pour recueillir des informations sur cette ténébreuse affaire. A l'heure qu'il est on a déjà arrêté un des coupables, qui occupait une certaine position. On n'attend pour continuer l'instruction que le retour de Constantinople des jeunes femmes trompées par les spéculateurs.

— La Voix croit savoir que la municipalité de St-Petersbourg prend toutes les mesures nécessaires pour faire démonter les ponts de la Nèva en vue de la débâcle, à laquelle on s'attend à tout instant, mais que les froids, qui atteignent la nuit jusqu'à 10° R. au-dessous de zéro, empêchent de maintenir le fleuve libre de glace en aval et en amont du pont du Palais, ce qui peut avoir des conséquences fâcheuses pour ce pont, car il n'y a aucun moyen de le préserver du danger qu'il menace au moment de la débâcle.

— La Sovremennost annonce que dans la nuit du 24 au 25 mars un incendie a détruit le palais où se trouvait établie la cour de justice d'Orenbourg et une partie des dépendances de l'hôtel du gouverneur général. La salle d'audience a pu être préservée.

— Un déplorable accident est arrivé hier, 12 avril, à l'atelier de couture de la Société des logements à bon marché (maison Tour). La tailleuse de l'établissement, M^{me} Eugénie Yakovlev, âgée de 35 ans, veuve d'un fonctionnaire de l'Etat, était occupée à couper de la toile sur une table, qui se trouvait à proximité d'un calorifère. Tout à coup sa robe prit feu et elle se vit soudainement enveloppée de flammes. Une courtisane et quelques apprenties, réunies dans l'atelier, perdirent la tête et ne surent point lui porter secours. M^{me} Yakovlev courut sur l'escalier où les locataires, attirés par ses cris, réussirent à éteindre le feu. La malheureuse est dans un état horrible. Un médecin mandé immédiatement lui administra tous les secours nécessaires, mais il ne répond point de sa vie.

— Le Messager officiel signale un cas de déraillement survenu le 4 avril sur la ligne de Koursk-Kiev, à la station de Nijéine.

— M. Bunelle nous prie de constater que son ballon le Jules Furie, dont l'ascension avait été annoncée pour dimanche prochain, 15 avril, se trouve dès à présent à l'école des cadets de Paul, gonflé à l'air et entouré de tout son matériel accessoire, — mais que l'arrivée de S. M. l'empereur d'Allemagne, dimanche prochain, devant sans doute empêcher beaucoup de monde d'assister à l'ascension du ballon, celle-ci se trouve renvoyée au dimanche suivant, 22 avril.

— Bulletin de la variole à St-Petersbourg le 11 avril 1873 :

	Sexe masc.	Sexe fem.	Total.
Malades au 11 avril	22	20	42
Cas nouveaux	4	1	5
Gueris	1	1	2
Décès	1	1	2
Il restait en traitement au 12 avril	25	21	46
Total depuis l'apparition de la variole (du 1 ^{er} avril 1872 au 12 avril 1873) :			
Cas	3440	1976	5416
Gueris	2309	1233	3545
Décès	1132	693	1825

(Gazette de police de St-Petersbourg.)

LE NOUVEAU RÈGLEMENT SUR LES CONCESSIONS DE CHEMINS DE FER (1).

II. En insistant avant-hier sur le caractère tuteur de l'institution du commissaire du gouvernement attaché à chaque compagnie de chemin de fer, nous faisons remarquer combien il importe que ce délégué se renferme strictement

(1) Voir notre numéro du 12 (24) avril.

dans les limites de son mandat. Il est en effet utile de faire ressortir — et cette remarque est surtout nécessaire vis-à-vis du public, qui pourrait craindre une immixtion trop fréquente du commissaire dans les affaires de l'entreprise, — il est utile, disons-nous, de faire ressortir que celui-ci n'est point appelé à faire valoir le droit d'inspection de l'Etat auprès de la direction, mais seulement et exclusivement à représenter vis-à-vis de elle le droit des actionnaires. Cela résulte très-clairement de l'art. 8 lit. h, stipulant que « le directeur délégué est autorisé à résister à l'administration de la société et qu'à la suite de ces protestations le conflit sera soumis à l'assemblée générale » des actionnaires, à moins qu'elles ne soient « invalidées par le ministre des voies de communication ». Ainsi donc, lors même que le ministre donnerait raison à son subordonné contre la direction, l'assemblée générale peut encore infirmer l'arrêt du ministre et dans ce cas c'est la majorité des actionnaires qui décide en dernière instance. C'est là un point dont le délégué aussi bien que les actionnaires auront à se pénétrer et qu'il ne faudra pas perdre de vue. Le premier avis à se dire que le conseil d'administration étant une émanation de la libre volonté des actionnaires, il se sait probablement en communauté d'idées et d'intérêts avec eux et que, d'ailleurs, d'un avis opposé à celui de la direction, il ne convient que très-exceptionnellement d'user de son veto, pour ne pas encourir, soit la désapprobation du ministre, soit celle des actionnaires. Ceux-ci, de leur côté, devront se rappeler constamment que si la direction n'agit plus à leur gré et abuse du mandat dont elle a été revêtue, c'est à eux de signaler cet abus, le commissaire se trouvant forcément paralysé par la considération dont nous venons de parler. En tout cas on ne saurait assez insister sur ce caractère du délégué, qui est celui d'un défenseur ex-officio des intérêts des actionnaires, dont l'intervention se trouve ainsi nécessairement atténuée, et qui, si elle ne doit pas porter l'actionnaire à un laisser aller complet vis-à-vis de la direction, doit encore moins inspirer à cette dernière la crainte de se voir inutilement paralysée par une immixtion malencontreuse.

Cherchons maintenant à nous représenter comment les choses se passeront désormais quand il s'agira de concéder une nouvelle voie ferrée. L'Etat aura désigné le réseau qu'il compte livrer à la construction dans le courant de l'année; puis il fera connaître la ligne qui devra la première être entamée; il en publiera le cahier des charges et invitera le public à souscrire aux actions. Arrêtons-nous ici pour faire ressortir une conséquence du nouveau règlement qui nous semble bien acquiescées. Naguère, à côté des lignes dont la construction était jugée nécessaire par l'Etat et concédée avec des garanties plus ou moins étendues, il y en avait d'autres au sujet desquelles l'Etat se désintéressait en quelque sorte, se bornait à en autoriser l'entreprise et à examiner la construction au point de vue technique. On pouvait les appeler les « lignes tolérées » en opposition avec les lignes concédées. Plusieurs de ces lignes ont réussi depuis à passer de la première catégorie dans la seconde et après avoir fait un emploi plus ou moins avouable de leurs ressources, elles sont venues solliciter que l'Etat en assume les conséquences et accorde une garantie d'intérêts. Cette espèce de lignes uniquement nées de l'initiative privée semble dorénavant devoir disparaître.

Ce n'est pas à dire que toute ligne concédée à l'avenir doive l'être avec garantie d'intérêt par l'Etat. Mais il est évident que celui-ci

étant le seul auteur, tout au moins l'éditeur responsable des devis et plans, il assume aussi une garantie absolue quant à leur applicabilité et que, conuant le public à souscrire aux actions, il se porte en quelque sorte garant d'un revenu correspondant à ce que rapportent les valeurs émanant directement de la trésorerie. Cela étant, on se demande s'il ne vaudrait pas mieux que cette responsabilité se transformât en une garantie d'intérêt directe pour tout le capital à employer, cette garantie doit-elle porter que sur un certain nombre d'années à partir de la construction au lieu d'être valable pour toute la durée de l'entreprise. Cela éviterait bien des embarras et même des déboires lors de l'émission, car il ne sera pas facile d'arrêter pour des actions non-garanties un prix d'émission qui réponde à toutes les contingences. Au commencement surtout il y aura des tâtonnements du côté du public et pour éviter qu'ils ne portent atteinte au principe lui-même de la souscription réelle et sérieuse, tel que le gouvernement entend l'appliquer, il serait à désirer que tout insuccès fut prudemment évité. D'autre part il y a quelque chose d'anormal à ce que l'Etat lui-même émette des actions au-dessous du pair; il ne pourra cependant l'éviter que si non-seulement une garantie d'intérêts est accordée, mais encore si les souscripteurs obtiennent que les Allemands appellent des Bausinsen, c'est-à-dire des intérêts payables pendant la durée de la construction.

Ces préliminaires acquis, la souscription, ouverte à la fois dans les capitales et les villes de province qui ont des banques, pourrait donner des résultats satisfaisants. Le chiffre de la souscription n'étant pas limité, il se pourrait fort bien qu'un seul individu s'offrit à prendre la totalité des actions. Le règlement ne semble pas trop vouloir encourager cette manière de procéder, car il réserve à la commission composée de délégués de trois ministères (finances, travaux publics et contrôle) le droit de favoriser spécialement les petits souscripteurs dans le cas d'une répartition pro rata. Cependant il faudrait prévoir aussi le cas où la souscription ne couvrirait pas la somme offerte; il se peut alors que la souscription soit déclarée non avenue et la ligne abandonnée, tout comme il est possible encore que l'Etat se constitue lui-même actionnaire pour la partie non-converte du capital, se réservant d'agir comme tout autre actionnaire, c'est-à-dire de vendre ses titres quand le moment lui paraîtra propice. Tout cela devra être prévu dans le cahier des charges qui sera publié avant chaque souscription.

Celle-ci une fois close, les souscripteurs seront convoqués en assemblée générale pour constituer une administration. Les récépissés ont nominatifs, on compte pouvoir élever ces réunions d'hommes de paille dont M. Kasker a fait un tableau si saisissant et qui sont de tous les pays. On peut toutefois se demander si des souscripteurs de la province jugeront de leur intérêt de se déplacer pour assister à ces assemblées, dont deux au moins sont prévues par le règlement. En tout cas il faudrait stipuler au cahier des charges que tout souscripteur aura le droit de se faire représenter par qui bon lui semblera, et l'on devrait renoncer à ces restrictions que l'on trouve dans tous les statuts, l'une portant qu'un actionnaire absent ne peut se faire représenter que par un autre actionnaire; la seconde limitant le nombre de voix dont un actionnaire peut disposer en son nom et pour autrui; la troisième exigeant que, pour rendre valide une assemblée générale, il faut, non-seulement qu'un certain nombre d'actions soit représenté, mais encore qu'il le soit par un chiffre défini d'individus.

C'est à la suite de ces trois restrictions qu'on a pu voir souvent des commis, des garçons de bureau, des hommes sans emploi remplir les salles où se tenaient les assemblées générales. Il nous semble, à tout prendre, qu'un individu disposant, dans une entreprise, d'un capital d'un million, devrait tout naturellement avoir cinquante fois autant de voix que celui qui est engagé pour 20,000 r., et si l'on veut, de l'autre côté, sauvegarder les intérêts des absents, il faut leur donner le droit de se faire représenter par qui bon leur semble. (1)

Voilà donc la première assemblée générale constituée. Elle « élira la direction et lui fixera le délai dans lequel elle sera tenue de présenter à l'assemblée générale le plan des dispositions pour réaliser l'entreprise. » Nous nous demandons ce qui arriverait si l'assemblée générale venait à rejeter ce plan. La direction donnerait-elle sa démission pour être remplacée par des membres pris dans le sein de l'opposition? Et si ceux-ci à leur tour ne savaient pas faire approuver leurs projets? Le plan à présenter devrait-il avoir obtenu au préalable l'adhésion du ministre des voies de communication, ou bien ne la demanderait-on qu'après l'assemblée générale, et que se passerait-il si cette instance faisait des objections? Tout bien considéré, cette seconde assemblée générale nous semble, au point de vue pratique, ou dangereuse ou illusoire, et voici pourquoi. Il est évident qu'avant la mise en souscription d'une voie ferrée, les hommes du métier, les constructeurs de profession, auront pris leurs renseignements et qu'ils primeront toujours dans l'assemblée générale. Par l'importance seule de leurs souscriptions ils y domineront et les autres actionnaires (les « profanes » si l'on peut les appeler ainsi) seront toujours contraints de s'en rapporter à eux pour la direction de l'entreprise. Or, il semble qu'une fois les mandats de directeur décernés, l'actionnaire aura manifesté sa confiance dans l'habileté et dans la loyauté de ses mandataires et que, généralement, il ne sera pas à même d'apprécier dans leurs détails les mesures d'exécution qui lui seront proposées. Qu'au lieu de cela les actionnaires, dès la première réunion, adjoint à la direction un comité de surveillance, et le but auquel visait la seconde assemblée générale nous paraîtrait devoir être plus sûrement atteint. D'ailleurs les prescriptions du règlement du 30 mars ne sauraient être absolument prises à la lettre et c'est ainsi que les actionnaires, dès leur première réunion, auront probablement, s'ils le jugent opportun, le droit d'attribuer, soit à la direction, soit à un comité de surveillance, la faculté de se substituer à cette seconde réunion qui menace, ou bien d'être une simple formalité ou bien de créer de sérieux embarras.

Nous insistons sur la nécessité de reconnaître ce droit aux actionnaires, parce qu'autrement rien ne serait plus aisé à une spéculation tant soit peu « large » dans ses principes que de faire tourner au détriment des actionnaires ce droit et cette garantie que l'Etat prétend leur assurer. Quelques intrigues adroitement ourdies, quelques rumeurs habilement semées suffiraient à décourager l'actionnaire, qui finirait par se désintéresser et par abandonner.

(1) L'art. 8 du règlement du 30 mars semblait à la vérité exclure cette faculté. Il stipule (§ 3) que les deux assemblées générales « devront être composées des personnes qui auront obtenu des actions lors de la répartition; pour y prendre part, ces personnes devront produire les certificats perçus et délivrés par la commission du gouvernement. » Il nous paraît pourtant qu'on ne saurait prendre cette stipulation à la lettre, car ainsi comprise elle serait inexécutable dans bien des cas et menacerait de rendre les assemblées générales impossibles.

donner son premier versement, en laissant le champ libre aux faiseurs. Sapiens sit.

Il n'y aurait encore qu'un demi-inconvénient si l'on pouvait ne s'occuper que des souscripteurs fixes, de ceux qui comptent garder leurs actions et ne plus les aliéner. Il est vrai que tel semble être le but du règlement du 30 mars; la réalité cependant nous montre qu'il est absolument nécessaire de tenir compte aussi de l'élément spéculateur dans toute opération financière. Excluez cet élément d'une opération et il saura s'y faire sentir d'une manière d'autant plus sensible. Or, la spéculation n'a que faire des titres dont le sort reste en quelque sorte indéfini pendant des mois. Elle veut au lendemain de la souscription pouvoir les coter et les aliéner. La perspective d'avoir à les garder jusqu'à la seconde assemblée générale, qui pourrait même n'être pas encore décisive, n'est pas de nature à la tenter. Or, si la spéculation se retire ou se désintéresse d'une nouvelle valeur, son attitude ne tarde pas à jeter le découragement dans le public et les souscripteurs sérieux font également défaut. C'est d'autant plus à craindre qu'à la vérité le capital qui cherche placement à un taux relativement modeste n'est pas trop abondant chez nous, et qu'il veut se sentir soutenu par l'élément spéculateur, n'avoir pas à redouter les angoisses d'une baisse à la suite de la souscription, pour qu'il se décide à se présenter aux guichets où les nouveaux titres seront offerts.

Somme toute, et à part les quelques objections que nous nous sommes permis d'exposer, le règlement du 30 mars offre aux actionnaires de nos voies ferrées à venir toutes les garanties désirables et nécessaires, et même quelques-unes en plus, pour que leurs intérêts soient désormais à l'abri de l'exploitation par les « entrepreneurs » et les « faiseurs ». Il dépendra du public de tirer profit des excellentes dispositions de l'administration et de permettre à cette dernière d'abandonner par la suite celles des mesures qui s'inspirent d'un esprit de tutelle excessif peut-être, mais qui ont été jugées nécessaires en considération de la méfiance que le public apporte aujourd'hui au devant de toute entreprise de chemin de fer. Il serait vivement à désirer que le public secondât le ministère des voies de communication dans l'œuvre de moralisation, dans l'essai loyal qu'il tente, et qui ne peut aboutir qu'avec la coopération intelligente de ceux au profit desquels cette œuvre a été conçue.

NOUVELLES DE L'EXTÉRIEUR.

C'est après-demain, dimanche, que doivent avoir lieu en France les quelques élections complémentaires de députés à l'Assemblée Nationale, et les journaux qui nous arrivent trahissent naturellement la vivacité de la lutte et l'importance de la décision. L'espoir que l'on avait conçu un instant, à Paris, de voir M. Barodet se désister, ne s'est pas réalisé; bien au contraire, le parti radical, vivement irrité et ébranlé par l'intervention de M. Grévy en faveur de M. de Rémusat, a mis M. Gambetta lui-même en campagne. L'ancien dictateur, dont l'organe personnel, la République française, soutient avec tant de vigueur l'ex-maire de Lyon contre le ministre des affaires étrangères, s'est fait entendre à Belleville et de son langage, que le télégraphe nous signale, on pourrait plutôt conclure qu'il a voulu parler en faveur du ministre des affaires étrangères. N'a-t-il pas dit qu'il faut créer « progressivement » les mœurs républicaines? N'a-t-il pas repoussé au nom de ses amis le reproche

entre ses mains, la releva, et, me regardant bien en face :

— Je veux savoir comment on a tué mon père! me dit-il d'une voix qui chuchotait éperdument.

Pour la première fois, en ce moment, j'eus le souvenir très-net du spectacle dont j'avais été le témoin.

C'est ce misérable musicien! m'écriai-je presque malgré moi.

— Le musicien! répéta Vassia qui me dévorait du regard.

— Oui, Bulkenfress. Nous l'avons rencontré dans le jardin... C'est par vengeance, je le vois maintenant, qu'il a conduit Savelli vers ce pavillon.

— Quel pavillon?...
— Le « temple du repos. »

— Oui; après?... me dit-il vivement, les dents serrées.

— Arrivé sous un volet, Gerasime Ivanovitch vit de la lumière par une fente et s'écria : « ouvre, ouvre!... » Ce misérable courut l'ouvrir... et l'on put voir tout l'intérieur du pavillon.

La force me manqua : je m'interrompis.

— Et là, continua-t-il en faisant craquer ses doigts, elle était là avec son...

— Pourquoi m'interroges-tu? C'est une torture! m'écriai-je avec désespoir.

Il se leva brusquement.

— C'est ma mère, Boris, ma mère! dit-il d'une voix sourde, en chancelant sur ses jambes. Anna Vassilievna apparut sur le seuil.

— Mon enfant, Vassia, dit-elle à travers ses larmes, ne tourmente pas d'avance ta pauvre âme, il y a encore de l'espoir...

Elle lui passa le bras autour du cou, et le fit rasseoir près d'elle, joue contre joue, en le berçant doucement comme un petit enfant malade dont on veut endormir la souffrance.

Mais ce moyen ne réussit pas avec Vassia, qui se livrait aux tendres caresses de sa bonne tante, mais sans s'apaiser ni se calmer, sans verser une larme; ses yeux injectés semblaient brûler d'une flamme dévorante et implacable.

— Ma tante, lui dit-il, c'est la fin.

— Grand Dieu, que dis-tu, Vassia! s'écria-t-elle précipitamment pour l'empêcher de remarquer ses propres angoisses; — c'était bien pire, la première fois, et cependant Dieu l'avait soulagé.

— On l'a tué! reprit Vassia.

— On l'a tué? répéta-t-elle avec effroi en le regardant fixement.

Il ne répondit pas. Elle le pressa plus fort contre sa joue.

— Je vous en prie, reprit-il encore, qu'elle ne soit pas appelée ici.

Les paupières mouillées de larmes d'Anne Vassilievna clignotèrent : la pauvre femme avait compris de qui il voulait parler.

— L'appeler, pourquoi? répondit-elle troublée, elle viendra bien toute seule, la pauvre, elle verra.

— Oui, elle verra, la pauvre! s'écria Vassia avec un rire convulsif.

Anne Vassilievna devint blanche comme un linge, et porta sur lui l'abandon, puis sur moi, ses regards éperouvés.

Je me détournai.

— Mon enfant, Vassia, reprit-elle vivement, tu devrais te coucher et essayer de dormir, un peu; cela te soulagerait.

Il l'embrassa d'un air distrait, se leva, puis tout à coup, frappé d'une idée subite :

— Le docteur! s'écria-t-il sans regarder personne; — mais peut-il rester vivant après cela?

Il se dirigea à grands pas vers la chambre de son père.

Nous le suivîmes jusqu'à la porte.

d'exclusivisme" qu'on leur adresse à si juste titre, quand ils repoussent un homme des mérites de M. de Rémusat pour lui préférer M. Barodet ? L'attitude de plusieurs républicains, que l'orateur a déplorée, ne serait-ce pas celle des républicains qui veulent créer en ce moment un si cruel embarras à ce même gouvernement que M. Gambetta prétend avoir été sauvé à plusieurs reprises par le parti dont il est le chef ?

Il ne faut pourtant pas s'y tromper. Dans l'esprit de M. Gambetta, ce qu'il y a de déplorable, c'est la conduite de MM. Carnot, Grévy et autres, qui ont osé s'insurger contre les décisions du "congrès républicain démocratique" et du "comité fédéral" et quand il dit qu'il faut créer l'équilibre entre le parti novateur et le parti conservateur, c'est M. Barodet et non pas M. de Rémusat qui lui semble appelé pour cette mission délicate. Tant il est vrai que les mots changent de signification selon l'orateur qui les emploie. Ce qui résulte cependant du discours de Belleville, ce n'est pas seulement que la candidature Barodet doit paraître en péril à ses amis, mais encore que M. Gambetta a éprouvé le besoin de se justifier devant un grand nombre de ses propres adhérents et de chercher à ressaisir la direction du parti, qui semble lui échapper. Il n'y a pas trop réussi, puisque les raisonnements qu'il a employés pour justifier ses préférences peuvent tout aussi bien — nous venons de le montrer — être interprétés dans le sens opposé.

Bien que rien n'indique l'imminence d'une agitation électorale en Angleterre, la presse commence déjà à se préoccuper des chances des partis qui vont se trouver en présence, si, comme on le croit depuis la dernière crise ministérielle, le Parlement venait à être dissous. Le *Daily News* et l'*Edinburgh Review*, organes libéraux, considèrent naturellement comme de toute impossibilité l'avènement d'un cabinet tory, et leur langage est déjà empreint de la vigueur particulière aux époques électorales. Ils affirment que ce parti n'a aucun programme politique défini, et que jamais le pays ne choisira pour guides des hommes "plus connus par leurs défaites que par leurs triomphes" et plus remarquables par la facilité avec laquelle ils abandonnent leurs principes que par le succès avec lequel ils les appliquent.

Si M. Disraeli et ses amis sont si maltraités par les organes du parti libéral, les feuilles conservatrices ne se gênent pas à leur tour pour prédire la chute prochaine du cabinet Gladstone. Le *Standard*, par exemple, est persuadé que les libéraux essuieront une défaite éclatante aux élections. Le discours prononcé dernièrement à Ipswich par lord Kimberley n'est, aux yeux de cette feuille, qu'un plaidoyer impuissant inspiré par la crainte de la chute prochaine du cabinet. L'organe tory reproche à M. Gladstone d'avoir pas tenu toutes les promesses qu'il a faites, surtout en ce qui concerne l'Irlande, et arrive à la conclusion qu'il ne sera pas en état de résoudre avant deux ans la question irlandaise et d'avoir raison de l'ultramontanisme, qui est devenu plus fort que jamais, et qui, sans l'intervention du Parlement, aurait réussi à s'emparer de l'éducation nationale.

Ce pessimisme du *Standard* n'en a pas moins reçu le lendemain un démenti, car le bill relatif à l'université de Dublin, tel qu'il existe après l'accord survenu entre le ministère et M. Fawcett, a été adopté en seconde lecture par la Chambre.

Le mouvement inauguré par M. Plimsoll commence à produire des résultats favorables. Le gouvernement anglais veut prouver dès à présent qu'il n'est pas indifférent au bien-être et à la sécurité des marins, et les autorités prennent des mesures plus sévères qu'au paravant contre les navires qu'on reconnaît incapables de tenir la mer. Ainsi, il y a quelques jours, un vapeur, sur le point de partir, a été arrêté par l'ordre du *Board of Trade* et condamné à exécuter toutes les réparations nécessaires avant de prendre la mer. A Leeds, enfin, il vient de se former une association ayant pour but d'aider M. Plimsoll, et de pousser le Parlement à adopter immédiatement son bill pour la protection des marins.

S'il faut en croire une correspondance adressée de Constantinople à l'*Indépen-*

dance belge, Rustem-Pacha aurait été nommé gouverneur du Liban pour dix ans et le protocole relatif à cette affaire aurait dû être signé il y a une dizaine de jours entre la Porte et les puissances intéressées.

Nos lecteurs se souviendront que, dans une de ses dernières lettres, notre correspondant de Constantinople exprimait l'avis que la Sublime-Porte accèderait probablement sous ce rapport au vœu de Rustem-Pacha.

Une dépêche de Londres, 22 avril, porte que, d'après des nouvelles de Pélagie, le corps expéditionnaire hollandais qui opère contre Atchin s'est replié sur Padang. On craignait l'explosion de nouveaux troubles dans d'autres ports de l'île de Sumatra.

DEPÊCHES TELEGRAPHIQUES

AGENCE INTERNATIONALE.

Paris, jeudi 24 avril, au soir.

M. Gambetta a prononcé mardi soir, à Belleville, un discours dans lequel il a rappelé que le concours du parti républicain a sauvé plusieurs fois le gouvernement; il a ajouté que ce parti continuera à appuyer le pouvoir, parce qu'il représente la république. L'orateur a dit ensuite qu'il faut créer progressivement les mœurs républicaines et établir l'équilibre entre le parti novateur et le parti conservateur. M. Gambetta a conclu en déplorant l'attitude de plusieurs républicains dans ces derniers temps, en repoussant le reproche d'exclusivisme et en signalant les progrès de l'esprit démocratique en France.

Autre dépêche.

Londres, jeudi 24 avril, au soir.

CHAMBRE DES COMMUNES. — M. Gladstone répondant à M. Stapleton, dit que l'Angleterre n'approuve point les souscriptions au profit des carlistes et ne les considère pas non plus avec indifférence, parce qu'elles contribuent à aliéner à l'Angleterre les sympathies d'une puissance amie et peuvent induire en erreur l'opinion de l'Europe sur les vues de l'Angleterre par rapport à l'insurrection. M. Gladstone ne croit pas cependant désirable que la législation sur la matière soit modifiée.

Voir la suite des dépêches à la fin de la rubrique Dernières Nouvelles.

Allemagne.

Le Parlement de l'empire a discuté en deuxième lecture, dans sa séance du 22 avril, le projet de loi sur la réforme monétaire, et a pris différentes décisions très importantes, qui pourraient cependant être modifiées encore à la délibération définitive.

On sait qu'une commission libre s'était formée au sein du Parlement pour examiner le projet et y introduire divers amendements, dont les plus essentiels portaient : comme nous l'avons dit déjà, sur la création d'une pièce intermédiaire entre celle de 1 marc et celle de 5 marcs en argent; la frappe d'une pièce de 5 marcs en or; et la fixation d'un minimum pour les banknotes.

C'est la question de la pièce de 2 ondes 2 1/2 marcs et celle de la frappe d'une pièce de 5 marcs en or qui ont fait presque exclusivement l'objet des délibérations de la séance du 22, dont voici un compte rendu succinct :

Au cours des débats sur l'art. 1^{er} stipulant que l'étalon d'or de l'empire remplacerait les systèmes monétaires en Allemagne; que l'unité du nouvel étalon est le marc, et qu'une ordonnance impériale, arrêtée de concert avec le conseil fédéral, fixera au moins six mois d'avance le moment où cette disposition entrera en vigueur dans tout l'empire, — avec faculté pour les divers gouvernements de devancer cette époque, M. Bamberger propose, au nom de la commission libre, que ce terme de 6 mois soit réduit à 3.

M. KOHL (Wurtemberg) est partisan du double étalon et il dépose une motion dans ce sens, qu'il appuie longuement.

Appelé à se prononcer sur la motion Kohl, le Parlement la rejette à la presque unanimité et vote l'amendement de la commission libre (3 mois au lieu de 6).

La commission libre propose en outre la frappe d'une pièce d'or de 5 marcs, tandis que dans le projet du gouvernement ne figurent que des pièces d'or de 20 et de 10 marcs et une pièce d'argent de 5 marcs.

Quant à la pièce intermédiaire entre 1 m. et 5 m., la commission libre s'est scindée : la majorité recommande la création d'une pièce de 2 m., la minorité conseille la frappe d'une pièce de 2 1/2 m.

M. Bamberger (minorité) combat vivement et d'une manière très détaillée l'introduction d'une pièce de 2 m., surtout en vue du danger

que court l'Allemagne d'être inondée de florins d'Autriche.

M. DE NORDEN et SOMMART parlent en faveur de la frappe d'une double pièce de 5 m., en or et en argent.

M. ERHARD ne veut que la pièce de 5 m. en or, mais il ne partage pas les craintes de M. Bamberger par rapport à ce que la pièce de 2 m. appellerait en Allemagne le florin d'Autriche.

M. MICHAELIS, commissaire fédéral, combat le projet de frapper une pièce de 5 m. en or, dont la confection, dit-il, serait très difficile au point de vue technique, et qui, par sa petitesse, serait des plus incommodes pour la circulation. L'orateur oppose également des objections très sérieuses à la frappe d'une pièce de 2 m., qui aurait pour conséquence, selon lui, d'introduire en Allemagne deux systèmes monétaires : le système de la pièce de 20 m. en or avec celle de 2 m. en argent pour décime, et le système de la pièce de 10 m. en or avec celle de 1 m. pour décime. Dans la pratique, les populations choisiraient l'un ou l'autre système et si elles se prononceraient pour le premier, ce serait une nouvelle introduction du système du florin et la négation de l'unité monétaire que l'on désire établir.

M. BRAUN (Gera) est d'avis que l'on devrait se rallier purement et simplement au projet gouvernemental.

M. DE VARNBUELER (ancien président du ministère wurtembergeois) patronne chaudement la frappe d'une pièce de 2 m., qui, selon lui, facilitera au sein des masses (dans l'Allemagne du Sud, sous-entendu) l'adoption du nouveau système.

M. DELBRUCK, président de la chancellerie de l'empire, dit qu'il n'avait pas l'intention de prendre la parole, mais qu'en présence des assertions d'une autorité telle que le préopinant, il croit de son devoir de combattre de la manière la plus énergique l'introduction d'une pièce de 2 m., et cela précisément pour la raison que M. de Varnbueler a indiquée en faveur de cette pièce : qu'elle faciliterait l'adoption du nouveau système. Ce que nous voulons, dit l'orateur, c'est un système unique et non un système bariolé qui détruirait nos décisions de 1871 sur la frappe des pièces d'or. On pourrait discuter sur la question du marc ou du florin et choisir l'un ou l'autre, mais loin de nous l'idée de choisir, soit directement, soit indirectement, l'un et l'autre. — ce qui serait la conséquence de l'adoption de la pièce de 2 m. Quant aux florins d'Autriche, il est certain que la spéculation en a introduit en Allemagne; on avait aussi frappé des thalers en Autriche (M. Bamberger en montre un portant le millésime de 1873), mais je puis déclarer officiellement qu'à l'heure actuelle on a cessé d'en frapper et qu'on n'en frappera plus.

La discussion sur les art. 1^{er} et 2 est close. On procède au vote, qui a des résultats tout à fait inattendus.

D'abord, le paragraphe additionnel de la commission libre sur la frappe d'une pièce de 5 marcs en or est adopté presque à l'unanimité. Malgré ce vote, le Parlement adopte aussi, mais avec un beaucoup plus faible majorité, l'alinéa du projet primitif stipulant la frappe d'une pièce de 5 m. en argent, de sorte que, si cette décision passe également à la troisième lecture, il y aurait en Allemagne des pièces de 5 m. en or et en argent, comme il y a en France des pièces de 5 fr. en or et en argent.

La motion demandant la création d'une pièce de 2 1/2 m. est repoussée à une faible majorité, si faible qu'elle paraît même douteuse à une partie de la Chambre et donne lieu à un incident.

M. SIMON, président du Parlement, C'est au bureau à prononcer, à ce sujet et le bureau a été unanime à reconnaître que c'était la majorité.

Le vote par assis et levé sur la motion proposant la frappe d'une pièce de 2 marcs est douteux et est suivi d'un second vote par appel nominal, dont le résultat est que la pièce de 2 m. est adoptée par 98 voix contre 94.

Le Parlement, sur la proposition de M. SOMMART, décide en outre que les pièces de 1 1/2 m. et 1/5 m. porteront le nom de "pièces de 50 fenins" et "pièces de 20 fenins".

Compte résultat de tous ces votes l'art. 2 du projet primitif se trouve modifié comme suit : "Outre les monnaies d'or de l'empire, il sera frappé à titre de monnaie de l'empire : 1. Pièces d'argent : pièces de 5 m., pièces de 2 m. pièces de 1 m., pièces de 50 f., pièces de 20 f. La séance est levée.

S. M. l'impératrice a fait don d'une somme de 1.000 marcs au profit de l'expédition dans l'Afrique centrale organisée par la Société de géographie de Berlin.

Nous avons déjà parlé de la réunion de députés de tous les partis libéraux et conservateurs ralliés à la politique du gouvernement, qui a eu lieu le 19 avril à Breslau. Cette réunion a voté le manifeste suivant, qui est adressé spécialement aux électeurs de la province de Silésie, mais qui a une importance plus générale en ce qu'il est l'expression d'un mot d'ordre de tous ces partis en vue des prochaines élections tant au Parlement de l'empire qu'à la Diète de Prusse :

« Electeurs !
« Les soussignés se sont réunis aujourd'hui

Français d'un air de mépris. Vous voulez un procès-verbal, — très-bien ! Je demanderai qu'il soit fait en présence de monsieur de Galatz, le maître de céans ; voulez-vous ?

Bulkenfress le regarda de côté par-dessus ses lunettes et se mit à marcher dans la chambre.

Comment, vous ne comprenez pas, malheureux, qu'il faut vous taire à tout prix, que vous devez rester muet comme un poisson, que si l'on sait quel rôle vous avez joué dans toute cette lamentable histoire, on ne vous gardera pas une heure de plus dans cette maison ; — et vous y êtes bien ; on ne trouve pas tous les jours des positions comme celle qu'on vous y a faite ! Et c'est vous-même qui glissez votre cou dans le nœud coulant ! Et pourquoi, — je vous le demande !

— Mon cher ami, s'écria tout à coup Bulkenfress d'une voix plaintive en s'éloignant du flux de ses paroles, sans faire la moindre attention aux mouvements d'impatience et aux signes de Crété, qui s'efforçait d'interrompre ses confidences effrontées, — mon cher ami, vous ne savez pas combien ils m'ont blessé, combien ils ont porté atteinte à mon honneur, meine Ehre ! Dans ma simplicité, je les voyais, elle, une si chère femme, et lui, ce chevalier de Courlande, d'hoher Ritter aus Kurland, si amoureux d'elle, — et j'ai fait pour eux tout ce que j'ai pu ; je l'ai priée de répondre aux lettres du baron... car vous le savez vous-même, son mari n'est plus un homme, er ist ja kein Mensch mehr, — elle me faisait si grand pitié !... Et ce gentilhomme déprimé d'amour pour elle, der Edelmann, war ganz zu Grunde. Deux fois, pendant la nuit, il était arrivé ici, il voulait se brûler la cervelle parce qu'elle ne se décidait pas à lui accorder un rendez-vous... Et quand elle a enfin consenti, quand ils ont pensé que

pour appeler l'attention des électeurs de la province de Silésie, lors des prochaines élections à la Diète et au Parlement de l'empire, sur les dangers qui menacent la monarchie prussienne et l'empire d'Allemagne de la part des fractions hostiles au développement du royaume et de l'empire, et pour les inviter à se liguer, sans distinction de partis, afin d'être des hommes offrant des garanties de ce qu'ils appuieront la politique de l'Etat prussien et de l'empire d'Allemagne contre des empiétements et des prétentions hostiles. Il ne s'agit point d'intérêts de parti, mais bien des intérêts de l'Etat et de la patrie. Unissons-nous pour la défense contre l'ennemi commun !

(Suivent les signatures d'une cinquantaine de représentants de tous les partis, à l'exception des ultramontains, des vieux-conservateurs et des socialistes.)

La *Norddeutsche Zeitung* accompagne ce manifeste électoral du commentaire que voici : « C'est une série de personnages éminemment respectables qui adresse cet appel directement aux électeurs de la Silésie, mais à proprement parler aux électeurs de tout l'empire d'Allemagne, car une parole vraiment patriotique a le droit légitime d'être entendue partout. C'est sans distinction de parti que se sont réunis au chef-lieu de la Silésie des hommes qui sont considérés comme les leaders de leurs partis respectifs ; cette fois, néanmoins, ils ont fait abstraction de leurs divergences de principes pour subordonner leur action et leurs opinions, dans un cas aussi important que grave par ses conséquences, à un point de vue unique et suprême : le bien de la patrie.

« Le résultat pratique de la réunion de Breslau s'affirmera dans le fait que les hommes politiques qui, sans acception de leurs sentiments particuliers, se reconnaissent mutuellement pour les amis du royaume et de l'empire, tiennent les uns à l'égard des autres au statu quo dans leurs circonscriptions électorales respectives, et que là où jusqu'à présent des démocrates-socialistes, des ultramontains ou leurs alliés "protestants" étaient restés maîtres du champ de bataille, ce sera dorénavant celui des contre-candidats qui aura le plus de chances d'évincer l'ultramontanisme déclaré ou déguisé ou bien le communiste, que les patriotes soutiendront toutes forces réunies.

« Tout patriote honnête pourra, sans charger sa conscience politique même du plus léger reproche, prendre le manifeste de Breslau pour sa règle de conduite, car, tout comme pour le soldat en campagne, le mot d'ordre de tout ami sincère de la patrie sera dans la prochaine lutte électorale : « Qui n'est pas avec l'empire est contre nous ! »

Contrairement aux prévisions de la *Deutsche Merkur*, l'organe des vieux-catholiques allemands, la réunion de députés vieux-catholiques qui a eu lieu à Bonn le 20 avril, sous la présidence de M. le professeur Schulte, lequel, après avoir quitté Prague, occupe maintenant une chaire à l'université de Bonn), a décidé que l'élection d'un évêque vieux-catholique aura lieu à Cologne le mercredi après la Pentecôte (4 juin). M. de Schulte a déclaré à ce propos que les communautés disposent des ressources suffisantes pour l'entretien d'un siège épiscopal pendant un nombre indéterminé d'années, et que l'archevêque d'Utrecht a notifié qu'il était prêt à donner la consécration au premier évêque vieux-catholique. Un projet d'organisation paroissiale et synodale a été élaboré et il sera soumis en temps et lieu à l'assemblée générale des vieux-catholiques.

Quant à la prochaine réunion du congrès, il a été résolu qu'elle se tiendra à Constance, après le 10 septembre. La date définitive sera fixée d'un commun accord entre le comité central de Cologne, celui de Munich et le comité local de Constance.

PRUSSE. — La Chambre des Seigneurs a consacré ses deux séances du 22 et du 23 avril à l'examen du projet de loi concernant la réforme de l'impôt de classes et de l'impôt sur le revenu, qu'elle a voté mercredi dans son ensemble, à peu près dans la teneur où il avait été adopté par la seconde Chambre.

La commission spéciale d'enquête sur les concessions de chemins de fer, — dit une dépêche de Berlin, 23, que publie la *Königsberger Zeitung*, — est à la veille de terminer ses travaux et pourra présenter son rapport au roi dans une quinzaine de jours.

On croit, ajoute la dépêche, que les résultats de l'enquête seront soumis en même temps à la Chambre des Députés et livrés ainsi à la publicité.

Trois mille ouvriers cordonniers de Berlin se sont mis en grève le 22 avril, à la suite du refus des patrons de leur accorder l'augmentation de salaire de 33 1/3 0/0 qu'ils demandaient.

M. Böckler écrit de Treuen à la *Speersche Zeitung* que l'enfant trouvée à Kokenhusen (Livonie) n'est point sa fille.

HAMBURG. — L'*Augsburger Zeitung* décrit comme suit les funérailles de M. de Liebig, le 20 avril :

« Les funérailles du conseiller intime baron Juste de Liebig viennent d'avoir lieu au milieu du concours le plus sympathique de toute la

je ne leur étais plus utile, — les lunettes de Bulkenfress furent tombées de dessus son nez crochu et ses yeux rouges et myopes se tournèrent vers moi d'un air interrogateur, — vous l'avez vu vous-même, jeune homme, elle m'a fermé sa porte au nez... et lui, il m'a fait cadeau d'une misérable épingle ornée d'un diamant, mit einem Edelstein, comme si j'étais un homme à vendre, comme un russe *ispavnik*, et puis il a cherché à m'éviter... Ils pensaient que je ne trouverais pas le lieu de leurs rendez-vous...

— Et la misérable épingle, la lui avez-vous renvoyée ? dit brusquement Crété en lui riant au nez. Bulkenfress lui jeta un regard effaré.

— Je... voulais... moi-même... commença-t-il.

Mais Crété ne le laissa pas continuer.

« C'est un détail qui nous intéresse peu, du reste, mon ébéc et moi, interrompit-il, en se disant sans doute que le rire n'était pas de mise au moment où il avait à jouer un rôle si brillant, si chevaleresque. — Asses casse. Il s'agit de sauver l'honneur d'une femme, d'une mère, continua mon précepteur avec un accent théâtral, mais sincèrement ému, et posant la main sur mon épaule, la tête rejetée en arrière : je vous réponds de lui ! dit-il.

Les cheveux, longs et rares, avec lesquels il essayait soigneusement de cacher sa calvitie, se dispersèrent en franges sur sa nuque. Mais en ce moment il n'y pensait guère, il voulait écraser Bulkenfress.

Quant à vous, mon Iago, ce qui me répondra de vous, ce n'est pas votre singulier code de morale, c'est votre intérêt personnel ; si vous voulez conserver votre position dans cette maison... et votre peau, — car cet officier, après tout, fit-il observer en scandant ses paroles, visiblement éuchanté, d'ailleurs, de

population de Munich. Un grand nombre de laquais de la cour et autres, portant des croix, le chœur des chœurs de l'église protestante et la bannière de l'académie des sciences suivaient immédiatement le char mortuaire, orné, — outre les insignes des nombreux ordres conférés à l'illustre défunt par les souverains de presque tous les grands Etats, — d'un véritable profusion de guirlandes de fleurs et, entre autres, de deux grandes couronnes de laurier, déposées sur le cercueil par ordre de S. M. le roi Louis et de S. A. I. le prince héritier d'Allemagne.

Après les plus proches parents du défunt, venaient : l'aide de camp général, lieutenant général docteur de Spruner, représentant S. M. le roi de Bavière ; le ministre de Saxe, représentant S. M. le roi Jean ; les membres de l'Académie des sciences ; les secrétaires des trois classes de l'Académie ; les professeurs Döllinger, Kobell et Prantl ; le recteur, le sénat et les professeurs de l'université ; les ministres MM. de Lutz et de Pfeufer ; plusieurs membres du corps diplomatique ; les deux bourgmestres de Munich avec les collèges municipaux *in corpore*, des délégués de toutes les corporations d'étudiants, la société chorale académique ; des officiers de tous grades ; les comités de différentes sociétés libérales, et une foule innombrable, représentant toutes les classes de la population.

Tout le monde était visiblement pénétré de la perte immense qu'on venait de faire dans la personne du grand homme que l'on accompagnait au tombeau.

L'université de Vienne avait envoyé un télégramme de condoléance.

L'oraison funèbre a été prononcée par le pasteur Rodde, qui a puissamment fait ressortir les mérites et les services de Liebig.

Ajoutons encore que S. M. le roi Louis a adressé à M^{me} la baronne de Liebig une lettre de condoléance et de sympathie, à la suite de la perte irréparable qu'elle vient de faire.

Autriche-Hongrie.

La *Neue freie Presse* publie la dépêche suivante, en date de Londres, 21 avril, 1 heure après minuit :

« Un banquet vient d'avoir lieu à l'ambassade d'Autriche-Hongrie, à l'occasion du mariage de S. A. I. l'archiduchesse Gisèle. Le mariage du prince de Teck et le baron Cetto, ancien ministre de Bavière, les convives étaient tous des Autro-Hongrois.

Le comte de Beust a d'abord porté un toast, en langue anglaise, à S. M. la reine Victoria, puis, en langue allemande, des toasts à L. L. MM. l'empereur et l'impératrice d'Autriche et aux nouveaux mariés, le prince Léopold et l'archiduchesse Gisèle. A la fin de son discours, l'orateur a célébré l'heureuse et contentée vie de Vienne, où des représentants des deux moitiés de l'empire sont réunis en bonne harmonie et où l'empereur est comblé des joies d'un père de famille heureux et d'un souverain heureux. Le comte de Beust a rappelé le prince Eugène et Marlborough et a dit que l'Autriche-Hongrie avait combattu aujourd'hui sur le terrain du progrès et de la liberté aux côtés de l'Angleterre, qui prise à une haute valeur les armes pacifiques de la fraternité.

L'ambassadeur a conclu par quelques paroles en langue hongroise, qui ont été très applaudies.

Le jeune comte Lazansky, qui avait illuminé son château à Chiesch à l'occasion de l'acquisition de M. Skreischowsky, a été mis en état d'arrestation et amené le 19 avril au soir à Prague par un fonctionnaire et 4 gendarmes.

Voici de quelle manière un correspondant de la *Morgen-Post* explique cet incident, qui a fait beaucoup de bruit à Prague :

« Le comte Lazansky négociait entièrement ses études. Il contracta des dettes considérables et ne tint aucun compte des avertissements de son tuteur, le comte de Plankenstein. Sur la demande de celui-ci les autorités compétentes ordonnèrent d'interner le comte Lazansky dans une école d'agriculture. Le comte Lazansky, qui ne savait rien de cet arrangement, voulut résister, sur quoi les autorités le firent interner de par la loi à l'école d'agriculture d'Iglau.

La *Neue freie Presse* publie une dépêche de Prague, 20 avril, portant que l'état mental du jeune comte Lazansky inspirerait de sérieuses inquiétudes.

NOUVELLES DE L'EXPOSITION. — Nous empruntons les détails suivants au règlement publié par la direction générale de l'exposition et fixant les conditions de l'entrée au palais de l'Industrie :

L'exposition universelle de Vienne sera ouverte le 1^{er} mai 1873 et close le 31 octobre.

On publiera le premier de chaque mois l'heure de l'ouverture et de la clôture du palais de l'Industrie. Les employés chargés de recevoir le prix d'entrée aux tourniquets ne changeront ni pièces de monnaie, ni banknotes. Il faudra donc leur remettre juste la somme demandée.

Les cartes composées de sept coupons valables pour sept jours consécutifs coûteront 5 florins. On ne donnera pas de contremaîtres. Dès que l'on quitte, ne fût-ce que pour un moment, le palais de l'Industrie et que l'on veut y rentrer, il faut payer de nouveau le prix d'entrée. Les

l'impression qu'elles faisaient sur le musicien complètement déconfit, car cet officier pourrait n'y point trouver matière à rire, — vous vous taisez. Et sur ce, bonjour, bonjour, musicien ! conclut mon précepteur en lui faisant entendre, d'un geste majestueux, que l'audience était terminée et qu'il pouvait s'en aller.

Bulkenfress releva les yeux et lui saisit la main, qu'il secoua énergiquement avec un gros éclat de rire.

« Eloquent comme feu Mirabeau ! s'écria-t-il, et, en l'honneur de votre éloquence, il ne reste plus rien à faire que de rester muet comme des poissons. Nous allons donc tous conclure le ferbe — se taire. Je me tairai, tu te taisas, il se taira (et il me montra du doigt)... Bonjour, bonjour, poète ! dit-il en imitant avec un air merveilleux l'accent et le geste de mon précepteur, et il s'enfuit dans le corridor avec un nouvel éclat de rire.

Crété fit vivement quelques pas à sa poursuite, puis s'arrêta, haussa les épaules d'un air théâtral, et se tournant vers moi :

« Vous venez de voir devant vous, me dit-il d'un ton doctoral, un des plus beaux spécimens de la nature humaine. Quelle étude pour un grand poète, comme Hugo par exemple ! ajouta-t-il en guise de réflexion.

Oh ! si vous ne m'aviez pas retenu, m'écriai-je, entraîné par un nouvel élan de cette indignation qu'à ma grande surprise j'avais senti se calmer pendant la scène précédente, si vous ne m'aviez pas pris les mains, je crois que je l'aurais... que je lui aurais dit, au moins tout ce que je pense de lui. C'est lui qui a tué ce pauvre homme, c'est lui qui nous a conduits près du pavillon et qui a ouvert le volet, et alors l'autre a tout vu...

« Par Dieu, il s'en flatte, le misérable ! s'écria mon précepteur non moins amèrement, en

dimanches et les jours de fête, on paiera 50 kreuzers ; les autres jours un florin. Exception est faite pour le jour de l'ouverture et pour celui de la distribution des prix, où le prix s'élèvera à 25 florins. Le 2 et le 3 mai le prix d'entrée sera de 5 florins, et le 4 mai de 2 florins. Le prix d'une carte pour toute la saison est fixé pour les messieurs à 100 florins, pour les dames à 50 florins.

Conformément aux décisions du règlement général du 27 janvier 1872, les exposants ont droit à une carte gratuite, qu'ils peuvent céder à leur représentant, du moment que celui-ci est agréé par la direction générale. Ceux des exposants ou des représentants d'exposants qui ne sont pas domiciliés à Vienne ne reçoivent des cartes que pour la durée de leur séjour à Vienne. Le président, le vice-président, les membres des commissions étrangères ainsi que les représentants de la presse ont droit à des cartes d'honneur. A l'exception des cartes valables pour une semaine, toutes les autres ne seront délivrées, au bureau établi à cet effet par la direction générale, qu'à des personnes qui viendront les prendre elles-mêmes et y apposeront leur signature.

Un singulier objet d'art, destiné à être exposé au Prater, provoquera l'attention des visiteurs du palais de l'Industrie. C'est l'*Illade* sténographique par un professeur de l'université de Vienne. Ce poème, qui, comme on le sait, compte 600 pages imprimées, peut tenir, sténographié, dans une coquille de noix. Mises les unes à côté des autres, les feuilles de papier sur lesquelles a été exécuté ce travail ne forment même pas une demi-feuille, tandis que le volume en a 36.

On travaille, en ce moment, à l'emplacement de l'exposition, à la construction d'une école primaire portugaise. Le comte de Terreira a légué la somme de 600,000 fr. pour l'établissement d'écoles primaires en Portugal, et la maison dont nous venons de parler fait connaître le système qui a été adopté pour ces écoles.

France.

Le ministre de l'instruction publique a présidé le 19 avril à la dernière réunion des délégués des sociétés savantes des départements. MM. Hippéau, Chabouillet et Blanchard, secrétaires des différentes sections, ont lu trois rapports, très remarquables les uns et les autres, sur les intéressants travaux des sociétés départementales. L'esprit scientifique n'est pas mort en province ; il est peu de départements qui ne possèdent quelque société composée d'hommes instruits, patients, laborieux, animés de la noble passion des recherches désintéressées et des découvertes curieuses. On sait combien le champ de l'histoire s'est agrandi depuis soixante ans, mais ce qu'on ne sait pas assez, c'est avec quelle persévérance heureuse de modestes savants poursuivent le mouvement qui a été inauguré avec un si brillant éclat par des maîtres illustres, MM. Guizot, Augustin Thierry, etc. Chaque année, ces ouvriers de la science lui font faire des progrès : les uns fouillent la terre et mettent au grand jour les vestiges précieux des civilisations éteintes ; d'autres — travail non moins pénible, — fouillent dans la poussière des bibliothèques, et de ces vieux livres ignorés, de ces manuscrits trop longtemps négligés, ils tirent une histoire nouvelle, la vraie, celle qui s'appuie sur d'irréductibles documents et que ses témoins eux-mêmes nous racontent. D'autres enfin s'adonnent aux sciences physiques et naturelles : le rapport de M. Blanchard nous a montré à quel point leurs efforts atteignent le succès qu'ils méritent si bien.

Et M. le ministre de l'instruction publique nous a fait voir, à son tour, avec quelles ressources insignifiantes l'instruction supérieure en France encourage, soutient, stimule ces progrès, sans les mettre en œuvre et en profiter. Nous n'avons pas la prétention de donner à ceux qui n'ont pas entendu M. Jules Simon une juste idée de son discours. Comment fixer sur le papier, surprendre et arrêter dans son mouvement vif et libre la parole la plus souple, la plus mobile de tons et la plus entraînante ; tantôt chaude et vibrante quand elle vient du cœur, tantôt légère et piquante quand l'orateur s'abandonne aux hasards sans péril d'une improvisation pleine de

contre 87, les ministres et le président Gerondas prennent part au vote.

On passe à l'ordre du jour. Après quelques explications données sur les élections de Mesénie la Chambre, par assis et lever, annule les opérations électorales des communes de Milaontos et de Tricolonne et ordonne de nouvelles élections.

La Chambre valide les opérations électorales des provinces de Gythium, Zante, Thèbes, Eurytanie, Hermionide, Santorin, Doride, Epidaure-Limiras.

M. LOMBARDOS demande la clôture parce qu'il désire étudier le dossier concernant les élections d'Ithaque.

La séance est levée.

Amérique.

New-York, 21 avril. — La commission espagnole-américaine ne pouvant se mettre d'accord, la question relative au droit des citoyens américains à Cuba a été soumise à un arbitrage.

Les autorités de San-Salvador ont décidé de faire rebâtir la ville sur le même emplacement.

— Nous trouvons dans l'*Augsburger Zeitung* une correspondance de Buenos-Ayres qui contient les renseignements suivants :

« Le nombre des émigrants de l'Europe méridionale augmente en ces parages. Pour la dernière quinzaine (commencement de mars), on l'évalue à 3,500 ou 4,000 personnes; la semaine dernière, il a été de 2,300. Les salaires sont si élevés, le travail est si haut prix, que tous les bras sont occupés, et il faudra même que l'immigration devienne beaucoup plus considérable pour qu'elle réponde aux besoins du pays, où le goût de bâtisse et l'esprit d'entreprise se sont énormément développés. Les travaux les plus importants en cours d'exécution pour l'instant sont ceux du port de la capitale.

« L'article de commerce qui fait actuellement les frais de la spéculation, c'est l'exportation du bétail vivant. Le 6 du mois de mars a dû partir le premier vapeur frété dans ce but par une compagnie anglaise. Le port de chargement est Campana, où l'on trouve encore, indépendamment d'un grand dépôt de bétail, de fortes provisions de maïs et d'alfalfa accumulées, ce dernier produit commençant à prendre de l'importance. Chaque bâtiment contiendra 300 à 400 bœufs; la traversée directe est calculée à vingt jours. Quant à l'exportation des conserves de viande, un journal fait remarquer avec raison que ce commerce ne prendra une grande extension que le jour où l'on expédiera en Europe des produits de meilleure qualité que par le passé, et où l'on prendra plus de soin de l'élevé du bétail. Jusqu'ici c'est l'Amérique du Nord qui obtient, et avec raison, la préférence pour cet article.

« La question de la viande est, du reste, traitée de différents côtés avec beaucoup d'attention et poussée avec énergie; les essais tentés en ce moment promettent pour l'année actuelle, dit le correspondant, une solution très-favorable.

« Une société s'est formée pour entreprendre la culture systématique de la vigne sur une grande échelle. Elle a l'intention de choisir sur son terrain d'exploitation les régions sur le versant des Andes, depuis Mendoza; le produit livré jusqu'à ce jour, sans être insignifiant, n'était pourtant pas de nature à marquer dans le commerce. Le vin, n'étant pas traité avec soin, ne pouvait soutenir la concurrence avec celui d'Europe. On ne doute pas ici de l'avenir réservé à la culture de la vigne dans ces parages. Des vigneron expérimentés d'Europe ont émis cette opinion, à ce que prétend le correspondant. Des expériences faites avec des plants français ont fourni des résultats surprenants; on aura également recours, à ce, qu'on croit, aux espèces de l'Italie méridionale.

« Depuis 1866, Buenos-Ayres n'avait rien vu de semblable à la tempête de la fin de février. En plusieurs quartiers de la ville, les flots du fleuve la Plata roulaient de plus en plus furieux et lançaient leur écume à la hauteur des maisons; la scène était effrayante à voir, et impossible à décrire. On a senti que ce fleuve peut être beaucoup plus dangereux pour la ville qu'on ne l'avait cru jusqu'ici.

« Les réclamations au sujet de l'état des écoles commencent à porter leurs fruits. Le ministre des cultes s'est adressé au gouvernement provincial de Santa-Fé, en lui enjoignant de construire des écoles dans tous les districts. »

BRESIL. — On écrit de Rio-Janeiro à l'agence Havas, le 26 mars :

« Le fièvre jaune, qui depuis quelques années avait disparu, a sévi de nouveau cet été. On n'a pas encore découvert la cause de cette maladie, mais on en connaît les symptômes et on sait les combattre, ce qui fait que cette fois l'épidémie n'a pas été des plus dangereuses. Elle n'est pas arrivée à déranger la population de ses habitudes et n'a pas pris de proportions gigantesques; la moyenne des décès a été de 30 à 40 par jour, et le maximum de 50, ce qui ne s'est présenté que deux fois, et ce qui n'est pas extraordinaire pour une population de 300,000 âmes, surtout lorsqu'on se rappelle qu'à Buenos-Ayres, où le nombre de la population est bien inférieur, il est mort 800 personnes par jour en moyenne, et que le chiffre des enterrements s'est élevé à 1,200 en un seul jour lors de la dernière épidémie.

« Ce n'est que vers la fin de janvier que la fièvre jaune s'est déclarée à Rio-Janeiro avec une certaine intensité. Aussitôt de nombreuses sociétés de bienfaisance ont organisé les secours de concert avec le gouvernement et ont pris toutes les mesures nécessaires au traitement des malades, de manière que personne ne mourût faute de secours.

« On n'a pas fait comme actuellement à Montevideo, où le fléau vient aussi de se manifester. Là, on s'occupe à peine de sauver les personnes bien portantes en sacrifiant les malades. Les habitants des maisons où il s'est déclaré un cas de fièvre, ainsi que ceux des maisons voisines, sont obligés de les abandonner; ils sont transportés hors ville et gardés à vue, tandis que les malades restent séquestrés et privés du secours de leurs parents ou de leurs médecins.

« Ici, à Rio-Janeiro, outre les médecins chargés de veiller à la santé publique, on a multiplié les infirmeries où les malades sont reçus sans distinction de classe ou de fortune et on a organisé un service de secours à domicile pour ceux qui préfèrent être traités chez eux.

« Comme les nouveaux débarqués ont été plus vivement attaqués, ce qui arrive généralement, ils ont été l'objet de soins particuliers: le gouvernement a adopté, au sujet des colons, une mesure aussi énergique que salutaire; à peine arrivés, on les a transportés immédiatement du bord dans l'intérieur, au delà des premières montagnes que l'épidémie n'a jamais franchies. De cette manière on a pu les sauver tous.

« Les propriétaires de terres et de fazendas se sont généreusement offerts à recevoir chez eux les émigrants qu'on leur enverrait. Quelques-uns même en ont reçu jusqu'à 400.

« On ne pourrait trop louer cette noble conduite, qui dénote un désintéressement à toute épreuve; nous espérons néanmoins que l'épidémie

ourra sous peu se passer de leurs services et qu'à la fin du mois les fèves auront, sinon disparu, du moins diminué de telle manière qu'elles n'inspirent plus de craintes sérieuses.

« A présent, grâce aux pluies abondantes qui tombent depuis le commencement du mois et qui ont rafraîchi l'atmosphère, l'épidémie a sensiblement décliné. »

DERNIÈRES NOUVELLES.

ALLEMAGNE. — S. M. l'impératrice Augusta a dû partir le 23 au soir pour Coblenz, d'où Sa Majesté avait l'intention de se rendre à Bâle.

PRUSSE. — On lit dans la *Spensersche Zeitung* :

« Le comte d'Itzenplitz a réellement donné, il y a quelques jours, sa démission de ministre du commerce et des travaux publics. Nous disons « réellement », parce que, de ce qu'on nous assure d'une source digne de foi, les nouvelles antérieures sur la demande de démission du comte n'étaient pas fondées. Mais maintenant il paraît qu'on lui aura donné à entendre qu'il est dans l'intérêt du pays qu'une décision soit prise quant à son successeur, avant le départ de S. M. l'empereur pour St-Petersbourg. »

La *Kreuz-Zeitung* répond à cela que M. d'Itzenplitz avait effectivement offert de se retirer il y a longtemps déjà et que l'expression « donné à entendre » doit, repousser sur un autre. La feuille conservatrice ajoute que le comte d'Itzenplitz recevra prochainement un congé prolongé et que le ministère du commerce sera dirigé provisoirement par M. le secrétaire d'Etat d'Achenbach.

FRANCE. — Le *Journal officiel* du 22 publie le tableau annoncé des recouvrements opérés par le trésor pendant le 1^{er} trimestre de l'année courante tant sur les contributions directes que sur les impôts et revenus indirects.

Les résultats constatés, dit le *Temps*, sont d'un caractère satisfaisant et de nature à montrer tout ce que la France pourra déployer de puissance fiscale le jour où elle sera délivrée des incertitudes du présent et de l'avenir. S'il y a eu des mécomptes sur le rendement de quelques-unes des taxes indirectes, l'augmentation sur d'autres a été assez considérable pour que le total des recettes dépasse de plus de 10 millions les prévisions du budget et excède de 55 millions le produit du 1^{er} trimestre de l'année 1872.

Ajoutons, conclut la feuille parisienne, que d'après une dépêche adressée de Paris au *Times*, le gouvernement aurait déjà en main 450 millions de traites pour le paiement du cinquième milliard.

BELGIQUE. — On annonce que le roi et la reine des Belges se rendront, le 29 de ce mois, à Windsor, où leurs Majestés vont faire visite à S. M. la reine de la Grande-Bretagne.

(ECHO DU PARLEMENT.)

PAYS-BAS. — La Haye, 23 avril. — On annonce de source authentique que le gouvernement n'a

reçu aucune dépêche confirmant le télégraphe de Penang publié par les journaux de Londres. Le *Staats-courant* a déjà fait ressortir que Padang avait été choisi comme station militaire, d'où deux bateaux à vapeur desserviraient les communications avec Atchin. Il est probable que ce fait aura donné lieu au bruit que les troupes hollandaises se replieraient sur Padang.

ESPAGNE. — Paris, mardi 22 avril. — D'après des nouvelles reçues de Madrid à l'ambassade d'Espagne, le maréchal Serrano, à la suite de différends provoqués par la question des artilleurs, aurait rompu ouvertement avec le gouvernement, se serait placé à la tête d'un nouveau parti de l'ordre conservateur-républicain, sans attaches quelconques avec aucun des prétendants au trône, et aurait quitté Madrid jusqu'à nouvel ordre.

— Perpignan, mardi 22 avril. — On annonce de Figueras, 21, que l'alcade de cette ville, à la tête d'un corps de volontaires uni à un détachement de troupes du gouvernement, a attaqué la bande du cabecilla Barramot. Après un combat de deux heures, les carlistes ont pris la fuite en abandonnant leurs morts et leurs blessés.

Soixante-dix prisonniers carlistes ont été embarqués le 21 à Barcelone pour Ceuta. Dans le nombre se trouve le vicomte de Bonal.

AMÉRIQUE. — New-York, 22 avril. — Les Indiens-Modocs se sont retranchés dans des cavernes au sud de leurs anciennes positions. Aux dernières nouvelles les troupes de l'Union s'apprêtaient à les attaquer.

DERNIÈRES DÉPÊCHES.

AGENCE INTERNATIONALE.

Londres, vendredi 25 avril. — LL. AA. RR. le prince de Galles et le prince Arthur sont partis hier pour Vienne.

M. Gladstone, répondant à une députation d'adversaires de l'impôt-taxe, a refusé de lui donner l'espoir que cet impôt devrait être aboli.

Autre dépêche. — Madrid, vendredi 25 avril.

La *Gaceta* publie un décret du gouvernement qui dissout la commission de permanence de l'Assemblée Nationale, parce que cette commission, dit le décret, était devenue un élément de trouble; que par ses prétentions injustifiées elle provoquait des différends et que plusieurs de ses membres prenaient même une part active à ces conflits. Le gouvernement déclare qu'il assume la responsabilité du décret de dissolution devant la Constituante.

Autre dépêche. — Vienne, vendredi 25 avril.

La *Neue freie Presse* publie une dépêche de Constantinople portant que Kurich-Pacha a été nommé ministre des fon-

dations pieuses et Djévet-Pacha ministre de l'instruction publique.

Autre dépêche. — Rome, vendredi 25 avril.

L'opinion dément la nouvelle que le ministre des finances d'Italie aurait l'intention de payer, à Paris, le coupon de la rente en papier-monnaie.

Autre dépêche. — New-York, vendredi 25 avril.

Les prévisions de récolte du froment d'hiver sont favorables.

Une grande confusion règne au Mexique. La province d'Oaxaca est en pleine révolte. Lozada s'est déclaré en faveur de la guerre des races.

BOURSE DE BERLIN DE 25 AVRIL.

Cours du change.

A 3 semaines sur St-Petersbourg, 89 1/4 th. pour 100 r.

A 3 mois sur St-Petersbourg, 88 5/8 th. pour 100 r.

Prix des billets de crédit russes 81 3/16 th. pour 100 r.

Prix de la demi-impériale 5 th. 16 1/2 silber.

Emprunt russe de 1862 94 1/2.

Emprunt russe de 1869 92 3/4.

Emprunt russe de 1870 91 1/8.

Emprunt russe de 1871 90 5/8.

Emprunt russe de 1872 89 3/4.

Emprunt russe de 1873 88 5/8.

Emprunt russe de 1874 87 3/4.

Emprunt russe de 1875 86 1/2.

Emprunt russe de 1876 85 1/4.

Emprunt russe de 1877 84 1/2.

Emprunt russe de 1878 83 1/4.

Emprunt russe de 1879 82 1/2.

Emprunt russe de 1880 81 1/4.

Emprunt russe de 1881 80 1/2.

Emprunt russe de 1882 79 1/4.

Emprunt russe de 1883 78 1/2.

Emprunt russe de 1884 77 1/4.

Emprunt russe de 1885 76 1/2.

Emprunt russe de 1886 75 1/4.

Emprunt russe de 1887 74 1/2.

Emprunt russe de 1888 73 1/4.

Emprunt russe de 1889 72 1/2.

Emprunt russe de 1890 71 1/4.

Emprunt russe de 1891 70 1/2.

Emprunt russe de 1892 69 1/4.

Emprunt russe de 1893 68 1/2.

Emprunt russe de 1894 67 1/4.

Emprunt russe de 1895 66 1/2.

Emprunt russe de 1896 65 1/4.

Emprunt russe de 1897 64 1/2.

Emprunt russe de 1898 63 1/4.

Emprunt russe de 1899 62 1/2.

Emprunt russe de 1900 61 1/4.

Emprunt russe de 1901 60 1/2.

Emprunt russe de 1902 59 1/4.

Emprunt russe de 1903 58 1/2.

Emprunt russe de 1904 57 1/4.

Emprunt russe de 1905 56 1/2.

Emprunt russe de 1906 55 1/4.

Emprunt russe de 1907 54 1/2.

Emprunt russe de 1908 53 1/4.

Emprunt russe de 1909 52 1/2.

Emprunt russe de 1910 51 1/4.

Emprunt russe de 1911 50 1/2.

Emprunt russe de 1912 49 1/4.

Emprunt russe de 1913 48 1/2.

Emprunt russe de 1914 47 1/4.

Emprunt russe de 1915 46 1/2.

Emprunt russe de 1916 45 1/4.

Emprunt russe de 1917 44 1/2.

Emprunt russe de 1918 43 1/4.

Emprunt russe de 1919 42 1/2.

Emprunt russe de 1920 41 1/4.

Emprunt russe de 1921 40 1/2.

Emprunt russe de 1922 39 1/4.

Emprunt russe de 1923 38 1/2.

Emprunt russe de 1924 37 1/4.

Emprunt russe de 1925 36 1/2.

Emprunt russe de 1926 35 1/4.

Emprunt russe de 1927 34 1/2.

Emprunt russe de 1928 33 1/4.

Emprunt russe de 1929 32 1/2.

Emprunt russe de 1930 31 1/4.

Emprunt russe de 1931 30 1/2.

Emprunt russe de 1932 29 1/4.

Emprunt russe de 1933 28 1/2.

Emprunt russe de 1934 27 1/4.

Emprunt russe de 1935 26 1/2.

des banquiers n'ont pas même voulu tirer à ce taux.

L'Amsterdam a coté à 163, le Hambourg à 273 3/4 et le Paris à 344, argent.

En fonds publics, les transactions n'ont pas été plus animées. Les Lots ont été demandés à 154 1/2 et 152. Les Chemins russes n'ont pas dépassé 139 1/4. Le Danabour-Vitebsk a été demandé à 133 1/4. Le Varsovie-Vienne s'est offert à 94 1/2.

Les billets de banque et les valeurs de la même catégorie n'ont pas varié. Les obligations foncières provinciales 6 0/0 se sont maintenues à 90 1/2.

Parmi les actions des banques, celles de la Banque d'escompte de Pétersbourg, de la Banque d'Odesa et de l'Azov ont sensiblement haussé, tandis que celles de la Banque Internationale et de la Banque de Riga ont retrogradé.

Rien de nouveau sur le taux de l'escompte.

MARCHÉ DES CÉRÉALES, ETC.

Froment. A livrer en mai on demande pour Saxonka et Samarka 14 r., 14 1/2 r., on offre 13 1/2 r., 13 3/4 r.; on a acheté 1 000 tch. à 13 r., avec 3 r. d'arrhes et 1 500 tch. de Lis-kovski à 13 r. 15 c. avec les mêmes arrhes; froment de Sibirie livrable en juillet 12 3/4 r. vendeurs et 12 1/2 r. acheteurs.

Seigle. Livrable en mai on donne 6 r. 90 c. et on demande 7 r. 15 c., 7 r. 25 c.; ces jours-ci on a vendu pour le terme de mai 5 000 tch. du poids de 60 p. 80 l. à 6 r. 70 c. avec 3 r. d'arrhes en deux fois et pour celui de juillet 5 000 tch. du même poids avec 3 r. d'arrhes, mais sans sacs; livrable en juin 6 r. 70 c. acheteurs et 7 r., 7 r. 15 vendeurs.

Avoine du poids de 6 pouds. A livrer en mai on offre 4 r., 4 r. 10 c., on demande 4 r. 10 c., 4 r. 20 c.; on a acheté pour ce terme 10 000 tch. à 3 r. 60 c., 14 000 tch. à 3 r. 65 c., 5 000 tch. à 3 r. 80 c. avec 2 r. d'arrhes, 3 000 tch. du poids de 6 p. 10 l. à 4 r. 14 c. avec les mêmes arrhes mais sans sacs et 1 000 tch. du poids de 6 p. 20 l. à 4 r. 3/4 r. sans arrhes; pour livraison en juin on a vendu 2 000 tch. du poids de 6 pouds à 4 r. avec 2 r. d'arrhes.

Graine de lin. A terme, qualité supérieure 13 3/4 r., 14 1/4 r. vendeurs, et 13 1/4 r., 13 3/4 r. acheteurs; qualité inférieure et moyenne on offre 11 r., 12 3/4 r. et on demande 11 1/4 r., 13 1/4 r.; pour le terme de mai on a acheté 2 000 tch. à 13 r. avec 5 r. d'arrhes.

Farine de seigle. A livrer en mai on a vendu 1 400 sacs à 7 r. 30 c. avec 5 r. d'arrhes.

Chambre. A terme 36 r., 36 1/2 r. vendeurs et 35 1/2 r. acheteurs; livraison en mai on a vendu 200 tonnes à 35 1/4 r. tout payé d'avance.

Lin. Rjew : 41 r. vendeurs et 40 r. acheteurs; on a acheté 50 tonnes de Melnik à 43 r.

Suif. Les prix n'ont pas varié, ni au comptant, ni à terme; mais la tendance est plus ferme.

Esprit 40°. Le marché est sans affaires; au comptant on demande 70 c.

Beurre. Volodga, marchandise sur place, on achète à 9 1/2 r.; pour Sibirie on demande 9 r. 80 c.; à livrer en août 9 r. 20 c. avec 1 r.

d'arrhes, mais à ce prix il n'y a pas d'acheteurs.

Huile de chenevis. Au comptant 4 r. 40 c., 4 r. 45 c.; livrable aux mois de juin et de juillet 4 r. 75 c. vendeurs et 4 r. 70 c. acheteurs.

Huile de tournesol. Saratow disponible 6 r. vendeurs.

Coton. Le marché est calme et sans affaires.

Pétrole. Disponible 3 r. 20 c. et pour livraison 2 r. 85 c. vendeurs.

Faits divers.

La commune de Brunnvillers-Lamotte, du canton de Saint-Just (Oise), a été le théâtre d'un meurtre accompli sur le curé de la commune par l'instituteur, dans un moment de folie furieuse.

Voici ce que l'on écrit à *Paris-Journal* sur cet événement :

« L'instituteur de la commune de Brunnvillers, le sieur Gaudissart, avait été frappé, l'année dernière, d'accès d'aliénation mentale tellement caractérisés, qu'on fut obligé de le conduire à la maison de santé de Clermont, où il resta six mois. »

« Au bout de ce temps, paraissant complètement guéri, il retourna dans sa commune, où un instituteur-adjoint remplissait ses fonctions depuis son départ. Le 5 avril dans la journée, le sieur Gaudissart eut une nouvelle atteinte de folie; et dans cet accès, il voulut tuer sa fille. »

« M. l'abbé Lefèvre, curé de Brunnvillers depuis plus de cinquante ans, vieillard très bon et très affable, intervint après la scène entre Gaudissart et sa fille, et invita l'instituteur à venir passer la nuit chez lui, dans l'espoir que la cause qui avait mis cet homme en fureur disparaîtrait. »

« M. le curé avait cette nuit-là deux hôtes chez lui, l'instituteur et le révérend père François, de l'ordre des Bénédictins. »

« Le benédictin était un ami de M. l'abbé Lefèvre; et à ce titre, il venait de temps à autre passer plusieurs jours chez lui. »

« Dans la nuit, l'instituteur, pris d'un nouvel accès de démence furieuse, entra dans la chambre de l'abbé Lefèvre pendant qu'il reposait. Ce qui se passa, on l'ignore; seulement, au milieu de la nuit, un bruit insolite réveilla le R. P. François, qui entendit ces mots prononcés par le curé : « Calmez-vous; calmez-vous ! »

« Un certain temps s'écoula. Puis, tout d'un coup le curé pénétra dans la chambre voisine occupée par le benédictin, lui cria ses mots sinistres : « Je viens de tuer mon redempteur ! »

« Le R. P. François se leva effrayé, alluma une bougie, cria au secours, les voisins vinrent, et l'on trouva, au pied de l'escalier, l'infortuné curé de Brunnvillers qui n'était plus qu'un cadavre. Le fou l'avait étranglé, l'avait jeté avec sa force inconsciente et quintuplée par la démence, sur les angles des meubles ou sur les marches de l'escalier, et lui avait fait à la tête plusieurs graves blessures. »

« Les assistants relevèrent le mort et le portèrent sur son lit. Le fou, dont on n'avait pu encore s'emparer, monta sur le lit, et de son pied menaça encore une fois la tête du vénérable curé. »

« On se rendit alors maître de Gaudissart et on le mit en lieu de sûreté, pendant qu'on

envoyait chercher la gendarmerie de Saint-Just. »

« Un nouveau genre de chantage : le chantage aux Hercules. »

On nous a montré dernièrement, dit le *Constitutionnel*, un colosse, qui vit actuellement de belles et bonnes rentes et qui a gagné toute sa fortune en faisant chanter les hercules et les luteurs.

Donné d'une force musculaire prodigieuse, cet homme, que redoutaient les luteurs de profession, a passé sa vie à suivre les héros des arènes de lutte, qui, connaissant la puissance de ses muscles et avaient toujours baissé pavillon devant lui.

Profitant de la terreur qu'il inspirait, notre Hercule, chaque fois qu'il voyait une représentation annoncée, se présentait au Barnum :

« Moitié de la recette, lui disait-il, ou j'en retire la lice. »

Et l'on était forcé d'en passer par ses exigences.

Si on refusait la transaction, notre homme revenait le soir, et profitant de ce que l'affiche annonçait un défi de 500 ou de 1 000 fr., il renouvelait ses menaces.

« Moitié du prix promis ! on je prends un caleçon. »

Le truc n'a jamais manqué de réussir.

Aujourd'hui ce luteur, qui n'a jamais fait toucher les épaules à un seul athlète, vit comme un bon petit bourgeois.

« Ce qu'il y a de plus comique, nous disait-il, c'est que je n'étais pas plus fort que les autres, et que, si l'on m'avait pris au mot, je me serais bien gardé de lutter. »

(Gaulois.)

« Dans une commune située aux environs de Riom, il vient de naître un de ces enfants-phenomènes comme les bizarreries de la nature en produisent quelquefois. »

L'enfant, qui appartient au sexe féminin, est venu au monde sans l'avant-bras gauche. La partie du membre restant est terminée par deux doigts. Le bras droit est entier; mais il se termine par quatre doigts palmés, c'est-à-dire adhérents les uns aux autres.

Les membres inférieurs ont ceci d'extraordinaire que les pieds sont tournés en sens inverse; le pied gauche se dirige en arrière, tandis que le pied droit occupe la position normale. De sorte que les pieds sont constitués de telle façon que le corps aura la même facilité ou plutôt la même difficulté pour se mouvoir en avant ou en arrière.

Les conséquences de cette naissance ont été plus pénibles encore. On n'a pas la prépondérance de cachet à la mère l'étrange conformation de cette jeune enfant, et cette révélation lui a porté un coup tel qu'elle en est morte de douleur.

Le père est dans la plus complète indigence, et ce qui est pénible à dire, comme témoignage du défaut complet, chez les nourrices de l'endroit, d'une charité cependant bien naturelle, c'est que pas une d'elles n'a voulu consentir à allaiter la pauvre petite créature !

M. G., maire de la commune, ancien magistrat, s'est efforcé de faire appel à la bienfaisance publique et à l'assistance départementale.

(Paris-Journal.)

Nous distribuons à nos abonnés, avec le présent numéro, un *Supplément* d'annonces judiciaires.

envisageant la gendarmerie de Saint-Just.

« Un nouveau genre de chantage : le chantage aux Hercules. »

On nous a montré dernièrement, dit le *Constitutionnel*, un colosse, qui vit actuellement de belles et bonnes rentes et qui a gagné toute sa fortune en faisant chanter les hercules et les luteurs.

Donné d'une force musculaire prodigieuse, cet homme, que redoutaient les luteurs de profession, a passé sa vie à suivre les héros des arènes de lutte, qui, connaissant la puissance de ses muscles et avaient toujours baissé pavillon devant lui.

Profitant de la terreur qu'il inspirait, notre Hercule, chaque fois qu'il voyait une représentation annoncée, se présentait au Barnum :

« Moitié de la recette, lui disait-il, ou j'en retire la lice. »

Et l'on était forcé d'en passer par ses exigences.

Si on refusait la transaction, notre homme revenait le soir, et profitant de ce que l'affiche annonçait un défi de 500 ou de 1 000 fr., il renouvelait ses menaces.

« Moitié du prix promis ! on je prends un caleçon. »

Le truc n'a jamais manqué de réussir.

Aujourd'hui ce luteur, qui n'a jamais fait toucher les épaules à un seul athlète, vit comme un bon petit bourgeois.

« Ce qu'il y a de plus comique, nous disait-il, c'est que je n'étais pas plus fort que les autres, et que, si l'on m'avait pris au mot, je me serais bien gardé de lutter. »

(Gaulois.)

« Dans une commune située aux environs de Riom, il vient de naître un de ces enfants-phenomènes comme les bizarreries de la nature en produisent quelquefois. »

L'enfant, qui appartient au sexe féminin, est venu au monde sans l'avant-bras gauche. La partie du membre restant est terminée par deux doigts. Le bras droit est entier; mais il se termine par quatre doigts palmés, c'est-à-dire adhérents les uns aux autres.

Les membres inférieurs ont ceci d'extraordinaire que les pieds sont tournés en sens inverse; le pied gauche se dirige en arrière, tandis que le pied droit occupe la position normale. De sorte que les pieds sont constitués de telle façon que le corps aura la même facilité ou plutôt la même difficulté pour se mouvoir en avant ou en arrière.

Les conséquences de cette naissance ont été plus pénibles encore. On n'a pas la prépondérance de cachet à la mère l'étrange conformation de cette jeune enfant, et cette révélation lui a porté un coup tel qu'elle en est morte de douleur.

Le père est dans la plus complète indigence, et ce qui est pénible à dire, comme témoignage du défaut complet, chez les nourrices de l'endroit, d'une charité cependant bien naturelle, c'est que pas une d'elles n'a voulu consentir à allaiter la pauvre petite créature !

M. G., maire de la commune, ancien magistrat, s'est efforcé de faire appel à la bienfaisance publique et à l'assistance départementale.

(Paris-Journal.)

Nous distribuons à nos abonnés, avec le présent numéro, un *Supplément</*

COMPTES RENDU

BANQUE INTERNATIONALE DE COMMERCE A ST-PETERSBOURG

POUR L'EXERCICE 1872.

Le Capital de fondation de la Banque est fixé à 30 millions de roubles; il se divise en 120,000 actions de 250 r. chacune, dont 20,000 actions de la 1^{re} émission et 100,000 actions de la 2^e émission. Sur les premières un versement de 60% et sur les dernières un versement de 40% a été effectué, soit ensemble 13,000,000 r.

RECETTES.

Reliquat dû aux actionnaires pour l'exercice 1871 et reporté à nouveau sur décision de l'Assemblée générale du 19 avril 1872

Commissions. r. 36 25

Intérêts : r. 309,802 56

1^{re} Intérêts sur l'escompte r. 347,635 59

2^e Intérêts sur dépôts : r. 142,769 60

a. à termes fixes r. 864,521 56

b. on call r. 1,007,291 16

3^e Intérêts divers : r. 20,811 50

a. sur les effets sur l'étranger r. 26,668 47

b. sur les valeurs publiques r. 700,494 13

c. sur les Comptes-Courants r. 747,774 10

A déduire : r. 2,102,700 85

4^e Intérêts sur Comptes-Courants r. 166,669

5^e Intérêts sur dépôts à termes fixes r. 25,818

6^e Intérêts sur dépôts on call à disponibilité r. 4,151

7^e Intérêts sur dépôts à conditions convenues r. 348,020

8^e Intérêts sur dépôts contre bons de cautionnements à la douane r. 18,144

Différences dans le cours de change : r. 562,804 11

Succursale à Kiew, bénéfices suivant bilan r. 1,539,896 74

Succursale à Kharkov, bénéfices suivant bilan r. 111,310 70

A reporter r. 27,322 33

à reporter r. 25,711 51

à reporter r. 5,593 03

à reporter r. 2,019,573 12

à reporter r. 102,746 73

à reporter r. 1,712 91

à reporter r. 9,339 24

à reporter r. 21,172 64

à reporter r. 4,677 70

à reporter r. 4,368 63

à reporter r. 5,696 52

à reporter r. 149,614 37

Bénéfice r. 1,869,953 75

Bénéfice net r. 93,497 93

Bénéfice net r. 1,776,460 82

Reste r. 88,823 04

Reste r. 88,823 04

Reste r. 35,529 22

Reste r. 213,175 30

Reste r. 1,568,285 52

Reste r. 1,300,000

Reste r. 184,299 86

Reste r. 1,481,299 86

Reste r. 88,823 04

Reste r. 39,492 83

Reste r. 39,492 83

Reste r. 1,568,285 52

Reste r. 1,300,000

Reste r. 184,299 86

Reste r. 1,481,299 86

Reste r. 88,823 04

Reste r. 39,492 83

Reste r. 39,492 83

Reste r. 1,568,285 52

Reste r. 1,300,000

Reste r. 184,299 86

Reste r. 1,481,299 86

Reste r. 88,823 04

Reste r. 39,492 83

Reste r. 39,492 83

Reste r. 1,568,285 52

Reste r. 1,300,000

Reste r. 184,299 86

Reste r. 1,481,299 86

Reste r. 88,823 04

Reste r. 39,492 83

Reste r. 39,492 83

Reste r. 1,568,285 52

Reste r. 1,300,000

Reste r. 184,299 86

Reste r. 1,481,299 86

Reste r. 88,823 04

Reste r. 39,492 83

Reste r. 39,492 83

Reste r. 1,568,285 52

Reste r. 1,300,000

Reste r. 184,299 86

Reste r. 1,481,299 86

Reste r. 88,823 04

Reste r. 39,492 83

Reste r. 39,492 83

Reste r. 1,568,285 52

Reste r. 1,300,000

Reste r. 184,299 86

Reste r. 1,481,299 86

Reste r. 88,823 04

Reste r. 39,492 83

Reste r. 39,492 83

Reste r. 1,568,285 52

Reste r. 1,300,000

Reste r. 184,299 86

Reste r. 1,481,299 86

Reste r. 88,823 04

Reste r. 39,492 83

Reste r. 39,492 83

Reste r. 1,568,285 52

Reste r. 1,300,000

Reste r. 184,299 86

Reste r. 1,481,299 86

Reste r. 88,823 04

Reste r. 39,492 83

Reste r. 39,492 83

Reste r. 1,568,285 52

Reste r. 1,300,000

Reste r. 184,299 86

Reste r. 1,481,299 86

Reste r. 88,823 04

Reste r. 39,492 83

Reste r. 39,492 83

Reste r. 1,568,285 52

Reste r. 1,300,000

Reste r. 184,299 86

Reste r. 1,481,299 86

Reste r. 88,823 04

Reste r. 39,492 83

Reste r. 39,492 83

Reste r. 1,568,285 52

Reste r. 1,300,000

Reste r. 184,299 86

Reste r. 1,481,299 86

Reste r. 88,823 04

Reste r. 39,492 83

Reste r. 39,492 83

Reste r. 1,568,285 52

Reste r. 1,300,000

Reste r. 184,299 86

Reste r. 1,481,299 86

Reste r. 88,823 04

Reste r. 39,492 83

Reste r. 39,492 83

Reste r. 1,568,285 52

Reste r. 1,300,000

Reste r. 184,299 86

Reste r. 1,481,299 86

Reste r. 88,823 04

Reste r. 39,492 83

Reste r. 39,492 83

Reste r. 1,568,285 52

Reste r. 1,300,000

Reste r. 184,299 86

Reste r. 1,481,299 86

Reste r. 88,823 04

Reste r. 39,492 83

Reste r. 39,492 83

Reste r. 1,568,285 52

Reste r. 1,300,000

Reste r. 184,299 86

Reste r. 1,481,299 86

Reste r. 88,823 04

Reste r. 39,492 83

Reste r. 39,492 83

Reste r. 1,568,285 52

Reste r. 1,300,000

Reste r. 184,299 86

Reste r. 1,481,299 86

Reste r. 88,823 04

Reste r. 39,492 83

Reste r. 39,492 83

Reste r. 1,568,285 52

Reste r. 1,300,000

Reste r. 184,299 86

Reste r. 1,481,299 86

Reste r. 88,823 04

Reste r. 39,492 83

Reste r. 39,492 83

Reste r. 1,568,285 52

Reste r. 1,300,000

Reste r. 184,299 86

Reste r. 1,481,299 86

Reste r. 88,823 04

Reste r. 39,492 83

Reste r. 39,492 83

Reste r. 1,568,285 52

Reste r. 1,300,000

Reste r. 184,299 86

Reste r. 1,481,299 86

Reste r. 88,823 04

Reste r. 39,492 83

Reste r. 39,492 83

Reste r. 1,568,285 52

Reste r. 1,300,000

Reste r. 184,299 86

Reste r. 1,481,299 86

Reste r. 88,823 04

Reste r. 39,492 83

Reste r. 39,492 83

Reste r. 1,568,285 52

Reste r. 1,300,000

Reste r. 184,299 86

Reste r. 1,481,299 86

Reste r. 88,823 04

Reste r. 39,492 83

Reste r. 39,492 83

Reste r. 1,568,285 52

Reste r. 1,300,000

Reste r. 184,299 86

Reste r. 1,481,299 86

Reste r. 88,823 04

Reste r. 39,492 83

Reste r. 39,492 83

Reste r. 1,568,285 52

Reste r. 1,300,000

Reste r. 184,299 86

Reste r. 1,481,299 86

Reste r. 88,823 04

Reste r. 39,492 83

Reste r. 39,492 83

Reste r. 1,568,285 52

Reste r. 1,300,000

Reste r. 184,299 86

Reste r. 1,481,299 86

Reste r. 88,823 04

Reste r. 39,492 83

Reste r. 39,492 83

Reste r. 1,568,285 52

Reste r. 1,300,000

Reste r. 184,299 86

Reste r. 1,481,299 86

Reste r. 88,823 04

Reste r. 39,492 83

Reste r. 39,492 83

Reste r. 1,568,285 52

Reste r. 1,300,000

Reste r. 184,299 86

Reste r. 1,481,299 86

Reste r. 88,823 04